Informations de base

1998/2011(DEC) DEC - Procédure de décharge	Procédure terminée
Décharge 1997: budget général CE (autres sections) **Subject** 8.70.03.07 Décharges antérieures	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
CONT Contrôle budgétaire	MORGAN Eluned (PSE)	06/11/2001

Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
CONT Contrôle budgétaire	FABRA VALLÉS Juan Manuel (PPE)	29/10/1998

Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
JURI Juridique et droits des citoyens	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	21/01/1999
ENVI Environnement, santé publique et protection des consommateurs	EISMA Doeke (ELDR)	05/01/1999

Conseil de l'Union européenne

Formation du Conseil	Réunions	Date
Affaires économiques et financières ECOFIN	2167	1999-03-15

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
29/04/1998	Publication du document de base non-législatif	SEC(1998)0521	Résumé
14/12/1998	Annonce en plénière de la saisine de la commission		

20/04/1999	Vote en commission		Résumé
20/04/1999	Dépôt du rapport de la commission	A4-0199/1999	
03/05/1999	Débat en plénière		
20/03/2002	Décision du Parlement	A5-0094/2002	
20/03/2002	Vote en commission		
20/03/2002	Dépôt du rapport de la commission	A5-0094/2002	
09/04/2002	Débat en plénière		
10/04/2002	Renvoi du rapport à la commission		
16/04/2002	Vote en commission		
16/04/2002	Dépôt du rapport de la commission	A5-0113/2002	
25/04/2002	Décision du Parlement	T5-0196/2002	
25/04/2002	Fin de la procédure au Parlement		
17/06/2002	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de la procédure	1998/2011(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Base juridique	Règlement du Parlement EP 102
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/4/09646

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A4-0199/1999 JO C 279 01.10.1999, p. 0005	20/04/1999	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T4-0386/1999 JO C 279 01.10.1999, p. 0025-0129	04/05/1999	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T4-0387/1999 JO C 279 01.10.1999, p. 0025-0131	04/05/1999	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T4-0388/1999 JO C 279 01.10.1999, p. 0025-0132	04/05/1999	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A5-0094/2002	20/03/2002	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A5-0113/2002	16/04/2002	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T5-0196/2002 JO C 131 05.06.2003, p. 0016-0103 E	25/04/2002	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif	SEC(1998)0521	29/04/1998	Résumé

Informations complémentaires		
Source	**Document**	**Date**
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

Budget 2002/0453
JO L 158 17.06.2002, p. 0066

Budget 1999/0428
JO L 168 03.07.1999, p. 0019

Décharge 1997: budget général CE (autres sections)

1998/2011(DEC) - 29/04/1998 - Document de base non législatif

OBJECTIF : présentation du compte de gestion et du bilan financier afférents aux opérations du budget de l'exercice 1997 (autres sections).
CONTENU : le présent document établit le montant des dépenses et le bilan financier des autres institutions de l'Union (hors Commission) pour l'exercice 1997, à savoir: - le Parlement européen (+ Médiateur), - le Conseil, - la Cour de justice, - la Cour des comptes, - le Comité économique et social, - Le Comité des Régions. En ce qui concerne spécifiquement le Parlement européen, le document indique que les crédits inscrits au budget de cette institution étaient de 887.207.914 Ecus (soit un taux d'accroissement du budget du PE de 1996 à 1997 de 6,5%), engagés à concurrence de 867.715.417. Ces crédits ont été effectivement payés jusqu'à concurrence de 777.174.935 Ecus. Le document souligne par ailleurs que l'exécution du budget 1997 a été marquée, comme l'année précédente, par le retard dans la mise à disposition des nouveaux bâtiments du PE (juillet 1997 au lieu de juin 1996 et livraison de l'IPE IV escomptée pour octobre 1998, repoussée au deuxième semestre 1998). Cette situation est à l'origine d'une utilisation partielle des crédits pour les travaux d'infrastructure et d'aménagement de ces bâtiments. Elle a également entraîné des annulations importantes tant pour les crédits courants que reportés. Enfin, elle a provoqué des demandes de report -non-automatique- de crédits d'un montant de 4,5 Mécus environ de 1997 à 1998. Enfin, le document donne des détails sur les crédits reportés de 1996 à 1997. En ce qui concerne les autres institutions on signalera : 1) en ce qui concerne le Conseil, les efforts réalisés par cette institution pour permettre le recrutement de nouveaux personnels dans le cadre de l'élargissement de l'Union (1995), 2) en ce qui concerne la Cour de Justice, les dépenses liées à la politique de l'immobilier (3,2 Mécus) de la Cour. A noter en particulier la sensible appréciation de l'Ecu par rapport tant au franc belge qu'au franc luxembourgeois, entraînant une revalorisation du budget des institutions de 4% (l'essentiel des paiements étant réalisés dans ces devises).

Décharge 1997: budget général CE (autres sections)

1998/2011(DEC) - 04/05/1999 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

En adoptant le rapport de M. Juan FABRA VALLÉS (PPE, E), le Parlement européen donne décharge au Secrétariat général du Parlement européen ainsi qu'au greffier de la Cour de Justice et aux Secrétaires généraux de la Cour des Comptes et du Comité des Régions, sur l'exécution de leur budget pour l'exercice 1997. En ce qui concerne spécifiquement le budget du Parlement, ce dernier demande la mise en oeuvre d'une nouvelle politique du personnel notamment en matière de mobilité et de réorganisation des services et demande au Conseil de statuer au plus tôt sur le statut des assistants parlementaires. En revanche, le Parlement a décidé de reporter la décharge du Comité économique et social aussi longtemps qu'il ne disposera pas des conclusions de l'enquête de l'UCLAF sur cet organe communautaire.